

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/TMB/R/45
20 juillet 1998

(98-2869)

Organe de supervision des textiles

RAPPORT DE LA QUARANTE-SIXIÈME RÉUNION

1. L'Organe de supervision des textiles a tenu sa quarante-sixième réunion les 13 et 14 juillet 1998.

2. M. Otto Wentzel (Norvège) a été nommé membre pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1998, en remplacement de M. A. R. (Sandy) Moroz (Canada). M. Wentzel a désigné M. Moroz pour lui suppléer pendant cette période. M. Dong Won Kim (Corée) a été nommé membre à compter du 1^{er} juillet 1998 en remplacement de M. Timothy Tong (Hong Kong, Chine). M. Kim a désigné M. Tong comme son premier suppléant et M. Abdul Mannan (Bangladesh) comme son second suppléant.

3. Étaient présents à cette réunion les membres et suppléants suivants: M. Da Costa/Mlle Gervasi/M. Grané; MM. Kim/Tong/Mannan; Kobayashi; Malik; Moroz; Mukerji; Rey/Grčar; Richards; Tadpitakkul; Tagliani.

4. L'OSpT a adopté le rapport de sa quarante-cinquième réunion (G/TMB/R/44). Il a par ailleurs adopté, à la fin de la réunion, son rapport relatif à la quarante-sixième réunion (G/TMB/R/45).

Notifications au titre des articles 2:17 et 5 de l'ATV

5. En octobre 1996, l'OSpT a reçu des États-Unis, au titre de l'article 5 de l'ATV, une communication dans laquelle ce pays l'informait des principaux aspects d'"une solution mutuellement satisfaisante [convenue avec le Pakistan le 22 mars 1996] en ce qui concerne les importations pour réexpéditions effectuées relativement à la catégorie 361 [des États-Unis] (draps [de lit] de coton) par les États-Unis [sur le contingent attribué au Pakistan pour ces produits], le 11 août 1995", en raison de prétendus contournements par des entreprises pakistanaises. D'après cette communication, les deux "gouvernements [étaient] également parvenus à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concerne les draps de lit en coton entrant aux États-Unis avec le marquage inexact de draps de fibres synthétiques ou artificielles". En outre, "une solution mutuellement acceptable avait [également] été trouvée dans le cadre de cet accord au sujet des modifications de règles d'origine [appliquées par les États-Unis] en ce qui concerne les produits de [certaines] catégories" (G/TMB/N/327).

6. Alors que l'OSpT n'avait pas encore commencé son examen de cette communication, le Pakistan en a demandé le report, car il se pouvait que les deux Membres lui adressent une notification conjointe. Les États-Unis avaient accepté cette demande. La demande de report avait été régulièrement renouvelée lorsque l'OSpT s'était enquis par la suite de cette communication conjointe.

7. En juillet 1997, le Pakistan a fait parvenir sur la même question une communication au titre de l'article 2:17 de l'ATV. Le Mémoire d'accord convenu le 22 mars 1996 entre le Pakistan et les États-Unis était joint à cette communication (G/TMB/N/328).

8. L'OSpT a commencé son examen des deux communications (à savoir celle du Pakistan, présentée au titre de l'article 2:17, et celle des États-Unis, notifiée au titre de l'article 5) à sa réunion

de septembre 1997. Comme ces deux communications se rapportaient à la même solution mutuellement satisfaisante et avaient été faites au titre de deux articles différents de l'ATV, l'OSpT a décidé de demander des précisions aux deux Membres concernés et de reprendre son examen lors d'une réunion ultérieure¹, en se fondant par ailleurs sur les réponses attendues. Il a notamment demandé au Pakistan de préciser les raisons pour lesquelles le Mémoire d'accord avait été notifié au titre de l'article 2:17, et aux États-Unis d'indiquer pourquoi la solution mutuellement satisfaisante avait été notifiée au titre de l'article 5 de l'ATV. En dépit de plusieurs rappels, il n'avait reçu de réponse d'aucun des deux Membres. De plus, aucune précision n'avait été donnée quant à l'éventualité d'une réponse prochaine.

9. L'OSpT en était venu ainsi à penser que dans ces conditions, il devait procéder à l'examen des éléments de fond des deux communications, en tenant compte par ailleurs des dispositions au titre desquelles elles avaient été respectivement présentées. Cette décision a été prise sans préjuger de la question de savoir si l'OSpT serait en mesure ou non d'arriver à une conclusion définitive sur la justification de ces mesures conformément aux dispositions de l'ATV, en fonction des renseignements qui lui avaient été communiqués et compte tenu du fait en particulier que les communications du Pakistan et des États-Unis avaient été présentées au titre de deux dispositions différentes de l'ATV. L'OSpT s'est dit extrêmement préoccupé de ce que les deux Membres n'avaient pas coopéré pour répondre aux questions qui leur avaient été officiellement posées. L'OSpT a rappelé que selon l'article 8:3 de l'ATV, l'Organe "se fondera sur les notifications et les renseignements fournis par les Membres conformément aux articles pertinents du présent accord, complétés des renseignements additionnels ou des précisions nécessaires ... qu'il pourra décider de leur demander". Il estimait qu'en ne fournissant pas les renseignements additionnels ou les précisions nécessaires en réponse à ses demandes d'éclaircissements, le Pakistan et les États-Unis avaient manqué à une importante obligation prévue par l'ATV. Cette situation pourrait avoir de graves répercussions sur la capacité de l'OSpT de s'acquitter de ses fonctions comme il y est tenu en vertu de l'Accord. Par ailleurs, le délai anormalement long observé pour la présentation des notifications respectives empêchait l'OSpT de procéder rapidement à un examen de la question.

10. L'OSpT a repris l'examen des communications à la réunion qu'il a tenue du 19 au 21 janvier 1998. Les débats se sont poursuivis lors des réunions du 11 au 13 mars, des 26 et 27 mai et des 16 et 17 juin, et ont été achevés à la réunion des 13 et 14 juillet.

11. Reprenant son examen, l'OSpT a rappelé, sur la base des renseignements dont il disposait, le contexte des deux communications respectivement présentées par le Pakistan et par les États-Unis.

- Le 7 février 1995, les États-Unis avaient demandé l'ouverture de consultations avec le Pakistan en alléguant que des produits relevant de la catégorie 361 des États-Unis (draps de coton) faisaient l'objet de réexpéditions de la part de sociétés pakistanaises. Les 28 et 29 mars et les 11 et 12 juillet 1995, des consultations bilatérales avaient eu lieu entre les deux Membres, mais aucune solution mutuellement satisfaisante n'avait été trouvée. Le 4 août 1995, les États-Unis avaient imputé 691 082 unités sur le plafond de 1995 pour la catégorie 361, avec effet à compter du 11 août 1995. Le plafond prévu pour le Pakistan en 1995 était de 3 006 719 unités. Les États-Unis n'avaient pas présenté de notification à l'OSpT concernant cette mesure.
- Par la suite, le plafond de 1995 pour la catégorie 361 avait notamment été ajusté selon la flexibilité offerte, et les possibilités accordées précédemment pour ce plafond avaient été réduites.

¹ G/TMB/R/35, paragraphe 16.

- Le 30 novembre 1995, le Pakistan avait demandé à l'OSpT d'examiner cette question en application des articles 5:4 et 8:5 de l'ATV, et de recommander que les États-Unis lèvent les imputations effectuées sur ses contingents. L'OSpT a commencé son examen de cette notification du Pakistan à sa réunion de février 1996, en sollicitant la participation des deux pays, lesquels ont envoyé des délégations pour exposer leurs arguments respectifs. Les deux parties ont présenté un exposé et répondu aux questions. Parmi les éléments présentés, l'OSpT a notamment relevé que les expéditions contenant les marchandises imputées sur les contingents pakistanais par les États-Unis comprenaient des draps plats, des draps housses ainsi que des taies d'oreillers. Par ailleurs, les parties n'étaient pas d'accord sur le contenu en fibres des draps de lit en question. D'après le régime d'importation des États-Unis, les draps de lit se composant de 50 pour cent de coton et de 50 pour cent de fibres synthétiques ou artificielles devaient être considérés comme des draps de coton et relevaient par conséquent de la catégorie 361 des États-Unis. Les États-Unis avaient déterminé que certains des produits que le Pakistan exportait sous la désignation de draps de fibres synthétiques ou artificielles étaient des draps de coton. L'OSpT a décidé de reprendre son examen à sa prochaine réunion, à laquelle il a convié les deux parties. Par la suite, le Pakistan a demandé que l'Organe examine au titre de l'article 2:5 de l'ATV, entre autres dispositions, la décision des États-Unis d'ajuster à la baisse son contingent de produits de la catégorie 361.
- À sa réunion de mars 1996, l'OSpT était prêt à reprendre son examen de la question. Au cours de la réunion, les deux parties lui ont cependant fait savoir qu'elles étaient parvenues à un accord mutuellement satisfaisant après consultation, et que cet accord lui serait notifié.

12. Dans sa communication à l'OSpT, l'objet du présent examen, le Pakistan avait indiqué qu'il souhaitait s'assurer que les dispositions de fond du Mémorandum d'accord conclu avec les États-Unis qu'il avait notifié étaient assujetties aux clauses du préambule de cet instrument et ne portaient pas atteinte à ses droits et obligations découlant de l'ATV.

13. L'OSpT a noté que, bien que les notifications respectives lui aient été soumises sous des formes et au titre de dispositions de l'ATV différentes, les deux communications confirmaient que la solution notifiée avait été convenue d'un commun accord entre le Pakistan et les États-Unis, et donnaient à penser que les deux Membres considéraient que les mesures notifiées avaient été prises dans le cadre de l'ATV. L'OSpT a rappelé que d'après l'article 8:1 de l'Accord, il avait notamment pour tâche "[d']examiner toutes les mesures prises en vertu du présent accord et leur conformité avec celui-ci". Il trouvait néanmoins surprenant que les Membres concernés lui aient communiqué la même solution convenue d'un commun accord au titre de deux dispositions différentes de l'ATV, lesquelles, nonobstant les prescriptions de l'article 8:1 citées plus haut, conféraient à l'OSpT des tâches différentes dans l'examen des mesures dont il était saisi. La disposition de l'article 2 relative aux examens, c'est-à-dire le paragraphe 21, dispose que "[l']OSpT suivra la mise en œuvre du présent article. À la demande de tout Membre, il examinera toute question particulière en rapport avec la mise en œuvre des dispositions du présent article. Il adressera des recommandations ou constatations appropriées dans les 30 jours aux Membres concernés, après les avoir invités à participer à ses travaux". Rappelant que la notification du Pakistan lui avait été adressée en juillet 1997, au titre de l'article 2:17, l'OSpT a constaté qu'aucune demande au sens de la deuxième phrase de l'article 2:21 ne lui avait été adressée par ce pays. Un examen de cette notification au titre de l'article 2:21 devait donc se limiter aux dispositions de la première phrase de cet article. À l'article 5 de l'Accord, la seule disposition qui prescrivait expressément la notification d'une solution mutuellement satisfaisante à l'OSpT et, ensuite, un examen de l'OSpT, à l'issue duquel ce dernier "adressera aux Membres concernés les recommandations qu'il jugera appropriées", figurait au paragraphe 4. Il a été rappelé

que la notification présentée par les États-Unis avait été faite au titre de l'article 5, sans qu'un paragraphe de cet article soit autrement précisé.

14. L'OSpT a fait observer également que, outre ce qui précède, aucune des deux communications ne donnait suffisamment d'explications sur les différents éléments dont se composait la solution mutuellement satisfaisante convenue entre les deux Membres. Cela valait également pour le lien éventuel entre les différents éléments ainsi convenus. Le Mémorandum d'accord ne contenait aucune explication ni justification de cet ordre, et la notification jointe par le Pakistan à sa communication ne disait rien non plus à ce sujet. Une argumentation était donnée dans la notification des États-Unis pour l'un des éléments particuliers qui avait été convenu, mais pas pour les autres, et en l'absence de toute indication ou explication de la part du Pakistan, l'argumentation donnée par les États-Unis sur ce point devait être considérée comme le point de vue d'une des parties. En tout état de cause, la capacité de l'OSpT d'examiner ces communications comme il y était tenu par l'ATV se trouvait nettement limitée par le volume et la qualité des renseignements fournis par les deux Membres.

15. L'OSpT croyait comprendre, à la lumière des éléments cités au paragraphe 11 ci-dessus également, que la solution mutuellement satisfaisante convenue entre le Pakistan et les États-Unis comportait trois volets principaux, qu'il a examinés consécutivement:

- une réduction de l'imputation effectuée par les États-Unis sur le contingent alloué au Pakistan pour la catégorie 361 au titre de 1995, uniquement en ce qui concerne les draps housses (par la suite, après des discussions avec le Pakistan, les États-Unis avaient décidé d'accorder ces réductions d'imputation pour le contingent de la catégorie 361 au titre de 1996);
- l'introduction de restrictions sur les draps de lit et les taies d'oreillers de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 666 - S et P des États-Unis); l'augmentation des plafonds de base visant les catégories 360 et 361; et
- la résolution des questions touchant les modifications des règles d'origine des États-Unis en ce qui concerne l'importation sur leur territoire de draps de lit et de taies d'oreillers en provenance du Pakistan.

Réduction des quantités déduites par les États-Unis du contingent du Pakistan pour la catégorie 361

16. Concernant la réduction des imputations effectuées par les États-Unis sur le contingent du Pakistan pour la catégorie 361, l'OSpT a noté que les importations aux États-Unis de produits de la catégorie 361 en provenance du Pakistan avaient fait l'objet d'un plafond spécifique dans le cadre de l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (AMF) et que ce plafond avait été notifié par les États-Unis conformément à l'article 2:1 de l'ATV. L'OSpT croyait comprendre que, en 1995, les États-Unis avaient déduit des quantités sur le contingent alloué au Pakistan pour cette catégorie en raison de prétendus contournements intervenus avant l'entrée en vigueur de l'ATV. L'OSpT a observé que quelques dispositions spécifiques de l'ATV, notamment les articles 2:5 et 4:4, se référaient à des mesures ou dispositions prises en vertu de l'AMF. Ces dispositions s'appliquaient toutefois à des mesures qui avaient en fait été prises avant la date d'entrée en vigueur de l'ATV. L'ATV ne prévoyait pas de cas où des mesures avaient été décidées après l'entrée en vigueur de l'ATV relativement à des actions intervenues dans le cadre du précédent régime, c'est-à-dire l'AMF.

17. L'OSpT a noté d'après les deux communications que les deux parties étaient convenues que les États-Unis réduiraient les imputations qu'ils avaient effectuées en 1995 sur le contingent du Pakistan pour la catégorie 361, uniquement en ce qui concerne les draps housses (les expéditions contenant les marchandises imputées sur le contingent pakistanais comprenaient des draps plats, des draps housses et des taies d'oreillers). Il a noté également que les États-Unis, après avoir mené des

discussions par la suite avec le Pakistan, avaient décidé de permettre que ces réductions d'imputations s'appliquent au plafond de 1996 pour la catégorie 361.

18. L'OSpT a observé que cet ajustement du niveau de contingentement, qui résultait d'une réduction des quantités déduites par les États-Unis, avait été notifié par l'un et l'autre Membre au titre de dispositions différentes de l'ATV. Le Pakistan l'avait notifié conformément à l'article 2:17, qui dispose que "[l]es dispositions administratives qui seront jugées nécessaires en rapport avec la mise en œuvre de toute disposition du présent article seront à convenir entre les Membres concernés. Toutes dispositions de ce genre seront notifiées à l'OSpT". L'OSpT a noté que de telles dispositions administratives avaient été convenues entre le Pakistan et les États-Unis et qu'elles lui avaient été notifiées (G/TMB/N/149).² D'après cette notification, ces dispositions administratives avaient été jugées nécessaires pour la mise en œuvre satisfaisante des restrictions (y compris celles visant les produits de la catégorie 361) notifiées par les États-Unis au titre de l'article 2:1 de l'ATV. L'OSpT a observé que l'ajustement des imputations faites sur le contingent accordé au Pakistan pour la catégorie 361 avait une incidence sur la mise en œuvre de cette restriction.

19. Les États-Unis avaient notifié la même mesure au titre de l'article 5 de l'ATV. L'OSpT a constaté que les deux premières phrases de l'article 5:4 donnaient aux Membres la possibilité de convenir d'une action appropriée dans la mesure nécessaire pour faire face au problème dans les cas où, à la suite de l'enquête, il existait suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un contournement. Cette action pouvait comprendre, notamment, l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation pour tenir compte du pays ou du lieu d'origine véritable.

20. Sur la base des considérations exposées aux paragraphes 16 à 19 ci-dessus, l'OSpT a pris note de l'ajustement du niveau de contingentement de la catégorie 361 résultant d'une réduction des imputations effectuées par les États-Unis, laquelle avait aussi été accordée pour le plafond de 1996. L'OSpT a également pris note que, en conséquence, le Pakistan avait décidé de retirer ses demandes du 30 novembre 1995 et du 4 mars 1996 invitant l'OSpT à examiner les imputations effectuées par les États-Unis sur la catégorie 361. Ce faisant, l'OSpT s'est déclaré préoccupé de ce que, en 1995, lorsque les États-Unis avaient déduit des quantités du contingent du Pakistan, ils n'avaient pas notifié leur action à l'OSpT avec toutes les justifications pertinentes comme cela était prescrit à l'article 5:4 de l'ATV. L'OSpT a par ailleurs redit sa préoccupation à propos du fait que, lorsqu'une solution mutuellement satisfaisante avait été convenue entre le Pakistan et les États-Unis, plus de six mois s'étaient écoulés avant que celle-ci ne lui soit notifiée. En outre, il a observé que les communications respectivement présentées par le Pakistan et les États-Unis ne donnaient pas d'argumentation ou de justification explicites concernant l'ajustement convenu entre les parties.

Mise en place d'un plafond pour les draps et les taies d'oreillers de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 666 - S et P)

21. D'après les paragraphes 3 et 4 du Mémoire d'accord convenu entre les deux Membres, une restriction a été instituée sur les importations de produits de la catégorie 666 - S des États-Unis (draps de fibres synthétiques ou artificielles), à hauteur de 3,6 millions de kg pour 1996, et sur les importations de produits de la catégorie 66 - P (taies d'oreillers de fibres synthétiques ou artificielles), à hauteur de 680 000 kg. Ces restrictions ont été convenues pour la période allant du 22 mars 1996 au 31 décembre 2004. Dans les deux cas, les coefficients de croissance ont été établis à 6 pour cent; les possibilités de transfert à 7 pour cent, et l'utilisation combinée des possibilités d'utilisation anticipée et de report à 11 pour cent au maximum. Aucune utilisation anticipée, pendant la première année d'application de l'Accord, ni aucun report, pendant la dernière année d'application, n'ont été autorisés. Par ailleurs, dans le cadre de cet accord, le plafond de base au titre de 1996 a été portée à 5 millions

² Le rapport de l'examen par l'OSpT des dispositions administratives convenues, notamment, entre le Pakistan et les États-Unis figure aux paragraphes 6 à 23 du document G/TMB/R/31.

d'unités pour la catégorie 361 (draps de coton), et à 4,3 millions d'unités pour la catégorie 360 (taies d'oreillers de coton).

22. L'OSpT a constaté que les restrictions visant les importations de produits de la catégorie 666 - S et P en provenance du Pakistan n'avaient pas été reprises du régime antérieur de l'AMF puisqu'elles n'avaient pas été notifiées auparavant par les États-Unis conformément à l'article 2:1. Elles n'avaient pas non plus été notifiées conformément à l'article 3:1. Il s'ensuivait que de nouvelles restrictions avaient été introduites, pour une période allant du 22 mars 1996 jusqu'à l'expiration de l'ATV. Rappelant les dispositions de l'article 2:4, l'OSpT a constaté que ni le Pakistan ni les États-Unis n'avaient fait valoir que ces nouvelles restrictions étaient justifiées au titre d'une disposition du GATT de 1994. La question était donc de savoir si, d'après les renseignements qui lui avaient été communiqués, l'OSpT pouvait déterminer que les nouvelles restrictions étaient justifiées par une disposition de l'ATV, et si oui, laquelle.

23. L'OSpT a constaté que le raisonnement ayant présidé à la mise en place des nouvelles restrictions n'était pas indiqué dans le Mémorandum d'accord en tant que tel, ni dans la lettre jointe par le Pakistan à sa communication. Il a constaté par ailleurs que le Mémorandum d'accord avait été communiqué par le Pakistan au titre de l'article 2:17 de l'ATV. Il a rappelé que, d'après la communication du Pakistan, les dispositions de fond du Mémorandum d'accord étaient assujetties à son préambule et ne préjugeaient pas des droits et obligations que lui conférait l'ATV.

24. La communication des États-Unis indiquait notamment que les deux "gouvernements étaient également parvenus à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concerne les draps de coton entrant aux États-Unis avec le marquage inexact de draps de fibres synthétiques ou artificielles. Il est clairement apparu dans l'enquête que nous avons menée en commun à ce sujet qu'une immense majorité des produits textiles expédiés du Pakistan vers les États-Unis qui étaient donnés comme fabriqués à partir de fibres synthétiques ou artificielles étaient en fait des produits de coton. En conséquence, nos gouvernements sont convenus d'instituer un plafond pour les draps de lit et les taies d'oreillers de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 666 - S et 666 - P)". L'OSpT a noté que les États-Unis avaient notifié les éléments d'une solution convenue d'un commun accord avec le Pakistan conformément à l'article 5 de l'ATV.

25. En l'absence de renseignements additionnels de la part des Membres concernés, l'OSpT a examiné l'adoption de ces nouvelles restrictions conformément aux dispositions de l'ATV au titre desquelles leurs notifications respectives lui avaient été communiquées (articles 2:17 et 5).

Examen de la mise en place des nouvelles restrictions au regard de l'article 2:17

26. Lorsqu'il a procédé à l'examen de ces restrictions, au regard, dans un premier temps, de l'article 2:17, l'OSpT a rappelé que:

- les restrictions à l'importation de produits relevant de la catégorie 666 - P et 666 - S en provenance du Pakistan étaient entrées en vigueur en mars 1996 et, partant, constituaient de nouvelles restrictions;
- l'article 2:4 disposait que "[a]ucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994";
- aucune disposition du GATT de 1994, ni aucune disposition de l'ATV autre que l'article 2:17 n'était invoquée dans la communication adressée à l'OSpT par le Pakistan pour justifier les nouvelles restrictions.

27. L'OSpT a également rappelé que d'après l'article 2:17, "[l]es dispositions administratives qui seront jugées nécessaires en rapport avec l'application de toute disposition" de l'article 2 pouvaient être convenues entre les Membres concernés. Étant donné que les restrictions visant les produits de la catégorie 666 - S et 666 - P n'avaient pas été notifiées conformément à l'article 2:1 et ne relevaient donc pas du champ d'application des dispositions de l'article 2, l'OSpT ne voyait pas comment l'imposition de ces nouvelles restrictions, quand bien même elles auraient été mutuellement convenues entre les deux Membres, pouvait être jugée nécessaire en rapport avec l'application des dispositions de l'article 2. L'OSpT a noté par ailleurs que les dispositions administratives conclues entre les États-Unis et le Pakistan, évoquées au paragraphe 18, ne prévoyaient pas la mise en place de nouvelles restrictions quantitatives.

28. L'OSpT a donc conclu qu'il ne semblait pas justifié d'imposer de nouvelles restrictions quantitatives au titre de l'article 2:17.

Examen de la mise en place des nouvelles restrictions au regard de l'article 5

29. Passant à l'examen de ces mêmes restrictions au regard de l'article 5 de l'ATV, disposition à laquelle s'étaient référés les États-Unis, l'OSpT a rappelé que:

- les restrictions avaient été introduites après l'entrée en vigueur de l'ATV et constituaient donc de nouvelles restrictions;
- selon l'article 2:4, "[a]ucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994";
- aucune disposition du GATT de 1994 n'était invoquée dans la communication des États-Unis pour justifier cette mesure;
- les États-Unis avaient présenté cette communication au titre de l'article 5 de l'ATV sans mentionner aucune disposition particulière de cet article;
- comme explication de la mise en place des restrictions, les États-Unis avaient avancé le fait que des draps de coton (catégorie 361) avaient été expédiés sous la désignation inexacte de draps de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 666).

30. L'OSpT a rappelé que la seule disposition de l'article 5 qui prescrivait expressément la notification d'une solution mutuellement satisfaisante convenue entre les Membres figurait au paragraphe 4. L'article 5:4 de l'ATV prévoit, entre autres dispositions, que "[d]ans les cas où, à la suite de l'enquête, il existe suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un contournement (par exemple, dans les cas où l'on dispose d'éléments de preuve concernant le pays ou le lieu d'origine véritable et les circonstances du contournement), les Membres conviennent qu'une action appropriée, dans la mesure nécessaire pour faire face au problème, devrait être entreprise. Cette action pourra comprendre le refus d'admettre les marchandises ou, dans les cas où les marchandises ont été admises, compte dûment tenu des circonstances effectives et du rôle du pays ou du lieu d'origine véritable, l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation pour tenir compte du pays ou du lieu d'origine véritable. Par ailleurs, dans les cas où il existera des éléments de preuve selon lesquels les territoires des Membres d'où les marchandises ont été réexpédiées sont impliqués, cette action pourra comprendre l'introduction de limitations visant ces Membres. Les actions de ce type, ainsi que le moment où elles interviendront et leur portée, pourront être décidées après que des consultations auront eu lieu entre les Membres concernés en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante, et seront notifiées à l'OSpT accompagnées de toutes les justifications pertinentes. Les Membres concernés pourront convenir d'autres mesures correctives par voie de consultation. Ce dont ils seront

convenus sera également notifié à l'OSpT, qui adressera au Membre concerné les recommandations qu'il jugera appropriées".

Examen de la mise en place des nouvelles restrictions au regard de l'article 5:4

31. En examinant la mise en place des nouvelles restrictions au regard de l'article 5:4, l'OSpT a abordé un certain nombre d'éléments, qui sont exposés en détail aux paragraphes 32 à 42 ci-après.

32. L'OSpT a noté que les circonstances dans lesquelles l'article 5:4 peut être invoqué sont définies aux articles 5:1 et 5:3. Rappelant que les États-Unis avaient donné comme explication de la mise en place de restrictions un marquage inexact (concernant des produits de la catégorie 361), il a relevé que l'article 5:1, entre autres dispositions, définit le contournement par la réexpédition, le déroutement, la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et la falsification de documents officiels.

33. L'OSpT a fait observer que, hormis la troisième phrase, il n'était pas indiqué à l'article 5:4 que la mise en place d'une nouvelle limitation, quand bien même elle aurait été convenue d'un commun accord entre les Membres concernés, constituait une "action appropriée, dans la mesure nécessaire pour faire face aux problèmes" lorsqu'il y avait eu contournement au sens de la définition de l'article 5:1. Par ailleurs, d'après l'OSpT, la mise en place des limitations prévues dans la troisième phrase de l'article 5:4 concernait uniquement le pays ou le lieu d'origine véritable, dans les cas où il existait des éléments de preuve selon lesquels celui-ci était impliqué dans la réexpédition. En tant que telle, cette disposition ne permettait donc pas la mise en place de nouvelles limitations des importations en provenance du Pakistan dans ce cas précis de contournement.

34. L'OSpT a fait observer également que les deuxième et troisième phrases de l'article 5:4, si elles énonçaient des actions pouvant être entreprises en cas de contournement, ne donnaient pas une liste exhaustive de ce type d'action. Cela ressortait clairement de la formulation de la deuxième phrase et se trouvait confirmé dans la cinquième phrase de l'article 5:4, selon laquelle "[l]es Membres concernés pourront convenir d'autres mesures correctives par voie de consultation".

35. À propos de la cinquième phrase de l'article 5:4, l'OSpT a constaté que l'Accord ne précisait pas ce qui, au regard de ce paragraphe, pouvait ou ne pouvait pas constituer ces "autres mesures correctives".

36. On pouvait soutenir que les "autres mesures correctives" visées à l'article 5:4 n'autorisaient pas la mise en place de nouvelles restrictions quantitatives, dès lors que l'article 5:4 en tant que tel et le cadre plus large défini par l'ATV donnaient suffisamment d'indications pour que les Membres concernés acquièrent une compréhension exacte de ce qui pouvait ou ne pouvait pas constituer de telles "autres mesures correctives" au sens de l'article 5:4. On pouvait faire valoir que l'article 5:4 définissait de manière suffisamment précise quel type d'action pouvait être entrepris face à des circonstances bien définies. La deuxième phrase de ce paragraphe, à propos de la question de savoir quel type d'action pouvait être entrepris dans le cadre des relations entre le Membre importateur (les États-Unis) et le Membre constituant le lieu d'origine véritable (le Pakistan) des marchandises qui faisaient prétendument l'objet d'un contournement (draps de coton), précisait que "[c]ette action pourra comprendre ..., dans les cas où les marchandises ont été admises, compte dûment tenu des circonstances effectives et du rôle du pays ou du lieu d'origine véritable, l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation pour tenir compte du pays ou du lieu d'origine véritable". Il semblait découler de cette formulation que l'action entreprise devait porter sur le produit ayant fait l'objet du contournement. Étant donné que seules les exportations ayant déjà été soumises à limitation pouvaient donner lieu à un contournement, la mesure corrective prise face à ce contournement ne pouvait porter sur d'autres produits que ceux pour lesquels un contournement avait été allégué. Si l'on rapprochait la deuxième phrase de l'article 5:4 de la cinquième phrase, il apparaissait donc que les

deux Membres pouvaient avoir convenu d'un ajustement des imputations sur le niveau de limitation défini pour les produits de la catégorie 361 ou bien d'"autres mesures correctives" concernant les mêmes produits, mais pas d'"autres mesures correctives" concernant d'autres produits, tels que les produits de la catégorie 666 - S et 666 - P.

37. Par ailleurs, la troisième phrase de l'article 5:4 autorisait expressément la mise en place de nouvelles limitations, mais uniquement dans les cas où il existait des éléments de preuve selon lesquels les territoires des Membres (tiers) à partir desquels les marchandises avaient été réexpédiées étaient impliqués (voir également le paragraphe 33 ci-dessus). Si cette disposition était rapprochée de la cinquième phrase de l'article 5:4, il apparaissait que des mesures correctives autres que la mise en place de limitations à l'importation de produits de la catégorie 361 auraient également pu être envisagées, mais ce type d'action devait être limité aux produits réexpédiés et au Membre à partir du territoire duquel la réexpédition avait été effectuée. L'OSpT croyait savoir qu'aucune limitation n'avait été instituée par les États-Unis à l'égard des importations de la catégorie 361 en provenance du Membre depuis lequel les produits d'origine pakistanaise avaient été prétendument réexpédiés. Par ailleurs, à sa connaissance, aucune autre action n'avait été entreprise par ce pays relativement aux importations des produits réexpédiés en provenance du Membre impliqué dans cette réexpédition. En tout état de cause, cette phrase n'autorisait pas la mise en place de nouvelles limitations des importations en provenance du Pakistan.

38. On pouvait considérer que le cadre plus large défini par l'ATV confirmait également les constatations consignées aux paragraphes 36 et 37 ci-dessus. Étant donné que l'Accord énonçait des dispositions devant être appliquées par les Membres pendant une période de transition aux fins de l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le GATT de 1994, et que son objectif ultime était donc d'assurer la pleine intégration du commerce des produits visés dans le cadre des règles et disciplines du GATT de 1994, on pouvait faire valoir que l'ATV limitait rigoureusement les possibilités de maintenir ou d'introduire des restrictions quantitatives; hormis la troisième phrase de l'article 5:4, les dispositions pertinentes figuraient aux articles 2, 3 et 6. Comme on l'avait indiqué précédemment, les dispositions des articles 2 et 3 n'étaient pas applicables en l'espèce. L'article 6 permettait certes l'introduction de nouvelles limitations pour une durée limitée si toutes les conditions énoncées dans cet article étaient satisfaites; toutefois, aucun des deux Membres n'avait invoqué les dispositions de l'article 6 pour justifier l'adoption de nouvelles limitations. Compte tenu par ailleurs des dispositions de l'article 2:4, on pouvait conclure d'après les arguments exposés plus haut que la mise en place de nouvelles restrictions à l'importation des produits de la catégorie 666 en provenance du Pakistan, quand bien même elles auraient été convenues mutuellement entre les deux Membres, ne pouvait pas se justifier au regard de l'ATV.

39. On pouvait aussi bien considérer, cependant, que l'énoncé de la cinquième phrase de l'article 5:4 était vague et souple et ne fixait aucune limite quant à la nature des actions qui pouvaient constituer de possibles "autres mesures correctives". On pouvait dès lors faire valoir que cette formulation laissait aux Membres concernés une grande latitude pour parvenir, par voie de consultation, à un accord sur ce qu'ils estimaient être, dans un cas donné, des mesures correctives appropriées (autres que celles définies dans les phrases précédentes de l'article). À partir de ce raisonnement, on ne pouvait pas rejeter l'argument selon lequel l'introduction de limitations sur des produits qui n'y étaient pas assujettis auparavant pouvait être considérée comme une manière possible d'instituer d'"autres mesures correctives".

40. Considérant que l'article 5:4 n'avait été expressément invoqué par aucun des Membres et que ceux-ci n'avaient pas fourni toutes les justifications pertinentes concernant cette action, l'OSpT s'est abstenu, à ce stade, d'adopter un point de vue définitif sur l'applicabilité de cette disposition et la conformité des actions entreprises avec l'article 5:4. L'OSpT a noté que l'article 5:4 prévoyait que, lorsqu'il existait suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un contournement, une action "appropriée, dans la mesure nécessaire pour faire face au problème", devrait être entreprise. Si les

arguments avancés au paragraphe 39 devaient être retenus, il pourrait aussi s'avérer nécessaire de déterminer si l'action était appropriée et si elle répondait au problème constaté "dans la mesure nécessaire".

41. L'OSpT a noté que, si l'on suivait le raisonnement du paragraphe 39, en estimant que la mise en place de nouvelles limitations devait être considérée comme une manière possible d'instituer d'"autres mesures correctives" au sens de l'article 5:4, l'action apparaîtrait appropriée. Celle-ci pourrait donc être considérée comme justifiée, à condition de correspondre à ce que l'on estimait être la mesure nécessaire pour faire face au problème. Étant donné que, d'après l'explication fournie par les États-Unis, le problème était lié à l'imposition de restrictions notifiées conformément à l'article 2:1 (marquage inexact de marchandises soumises à ces restrictions), on pouvait faire valoir que la solution mutuellement acceptable convenue entre les deux Membres n'allait pas au-delà de ce qui était nécessaire pour les raisons suivantes:

- elle cherchait à décourager le marquage inexact des produits considérés en frappant de restrictions les produits qui avaient fait l'objet de ce genre de pratiques;
- mais en même temps, elle laissait les échanges se poursuivre.

42. On pouvait cependant opposer certains arguments à une telle conclusion. En premier lieu, si l'argumentation énoncée aux paragraphes 36 à 38, selon laquelle la mise en place des nouvelles limitations n'était pas justifiable, l'emportait, l'action entreprise ne pouvait être, par définition, considérée comme appropriée. En second lieu, nonobstant les arguments donnés au paragraphe 39, on pouvait faire valoir que la mise en place de ces nouvelles limitations n'était pas conforme à la prescription selon laquelle les actions devaient être entreprises "dans la mesure nécessaire pour faire face au problème". Si un marquage inexact des produits de fibres synthétiques ou artificielles était à l'origine du problème, il ne semblait pas que la mise en place de limitations y remédie en quoi que ce soit ou dans la mesure nécessaire, car cela laissait la possibilité de continuer de pratiquer le marquage inexact jusqu'à une certaine limite qui correspondait au niveau des nouvelles restrictions. Entreprendre une action "dans la mesure nécessaire pour faire face au problème" supposait également un autre aspect qui avait trait à la durée de la mesure en question. D'après les communications pertinentes, l'OSpT croyait comprendre que les nouvelles limitations resteraient en vigueur jusqu'à l'expiration de l'ATV, c'est-à-dire pendant près de neuf ans. C'était là une durée bien plus longue que celle qui était prévue à l'article 6 de l'ATV, qui autorisait expressément la mise en place de nouvelles limitations sous réserve que les conditions requises soient remplies. La période maximale prévue à l'article 6 était de trois ans, étant entendu qu'il s'agissait d'un plafond et non d'une durée à convenir ou à imposer automatiquement. Comme la durée envisagée pour l'action considérée était de très loin supérieure à ce plafond de trois ans, les raisons pour lesquelles les deux Membres avaient jugé ce délai nécessaire auraient au moins dû être expliquées à l'OSpT de manière convaincante. L'OSpT a noté à cet égard qu'aucune explication ne lui avait été fournie par aucun des deux Membres. Sur la base de ces arguments, on pouvait conclure que la mise en place des nouvelles restrictions n'était pas appropriée et qu'elle ne permettait pas non plus de faire face au problème dans la mesure nécessaire.

Examen de la mise en place des nouvelles restrictions au regard de l'article 5:6

43. L'OSpT a rappelé que les États-Unis avaient présenté une communication au titre de l'article 5 sans préciser quelle disposition particulière de cet article avait été jugée applicable en l'espèce. Dès lors, si les arguments exposés aux paragraphes 36 à 38 l'emportaient, il serait légitime, afin d'envisager toutes les possibilités, de voir également si la mise en place de nouvelles restrictions se justifiait à la lumière des dispositions de l'article 5:6.

44. L'article 5.6 dispose que "[l]es Membres conviennent que les fausses déclarations concernant la teneur en fibres, les quantités, la désignation ou la classification des marchandises vont aussi à

l'encontre de l'objectif du présent accord. Dans les cas où il existe des éléments de preuve selon lesquels une telle déclaration a été faite à des fins de contournement, les Membres conviennent que des mesures appropriées, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, devraient être prises contre les exportateurs ou les importateurs en cause. Au cas où un Membre considérerait que le présent accord est tourné par le jeu de ces fausses déclarations et qu'aucune mesure administrative n'est appliquée, ou que les mesures administratives appliquées sont inadéquates, pour faire face à ce contournement et/ou le combattre, il devrait engager dans les moindres délais des consultations avec le Membre en cause en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante. En l'absence d'une telle solution, la question pourra être portée par l'un quelconque des Membres en cause devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations. La présente disposition n'a pas pour objet d'empêcher les Membres d'opérer des ajustements techniques lorsque des erreurs ont été commises par inadvertance dans des déclarations".

45. L'OSpT a noté que selon les États-Unis, une immense majorité des expéditions de produits textiles (draps de coton) du Pakistan à destination des États-Unis avaient été effectuées sous la désignation inexacte de draps de fibres synthétiques ou artificielles. Il a noté en outre que cette déclaration des États-Unis n'avait été formellement ni contestée, ni confirmée par le Pakistan.

46. L'OSpT estimait que le point de savoir si ce marquage inexact revenait ou non à une fausse déclaration concernant la teneur en fibres, les quantités, la désignation ou la classification des marchandises, selon les termes de l'article 5:6, prêtait à discussion.

47. On pouvait faire valoir que l'article 5:6 ne permettait pas de prendre des mesures telles que la mise en place de nouvelles restrictions quantitatives. La deuxième phrase de l'article 5:6 prévoyait que des mesures appropriées, en conformité avec les lois et procédures intérieures, pouvaient être prises contre les exportateurs ou les importateurs en cause. Il apparaissait donc qu'une solution mutuellement satisfaisante convenue aux fins de cette disposition devrait englober des mesures appropriées à l'égard des sociétés en cause (exportateurs et/ou importateurs), et non des mesures dirigées contre des gouvernements. Par ailleurs, bien que l'article 5:6 n'indique pas précisément les modalités suivant lesquelles les Membres peuvent prendre des "mesures appropriées" dans les cas où de fausses déclarations ont été faites à des fins de contournement, on pouvait soutenir que les disciplines peu rigoureuses dont cette disposition était assortie (par exemple, il n'y avait pas d'obligation de notifier les mesures appropriées convenues à l'OSpT), par rapport à d'autres dispositions de l'ATV concernant la prise de mesures ayant un effet de restriction, rendaient incertaine la question de savoir si la mise en place de nouvelles limitations pouvait être envisagée dans le cadre de cette disposition particulière. D'après ces considérations, et d'après l'analyse relative au cadre plus large défini par l'ATV, exposée au paragraphe 38 ci-dessus, on pouvait estimer que la mise en place de nouvelles limitations, quand bien même les deux Membres en seraient mutuellement convenus, n'était pas justifiable au regard de l'article 5:6.

48. On pouvait aussi faire valoir que si l'on admettait que i) le marquage inexact de draps de coton avait été au moins en partie à l'origine du problème constaté et que ii) cette pratique équivalait à une fausse déclaration selon la définition de l'article 5:6, l'énoncé de cet article autorisait les Membres concernés, lorsque aucune mesure administrative n'était appliquée, ou que les mesures administratives appliquées étaient inadéquates, pour faire face au contournement et/ou le combattre, à convenir d'une solution mutuellement satisfaisante de toute nature, y compris, éventuellement, la mise en place de nouvelles limitations. Une telle conclusion se fonderait notamment sur l'absence, dans ce texte, de toute indication explicite quant à la nature possible des mesures qui pouvaient être convenues entre les Membres en guise de solution mutuellement satisfaisante. L'OSpT s'est abstenu d'adopter une position définitive à ce stade concernant l'applicabilité de cette disposition et la conformité des actions entreprises avec l'article 5:6.

Synthèse et recommandation

49. Résumant les considérations détaillées exposées aux paragraphes 21 à 48 ci-dessus, l'OSpT a rappelé que:

- d'après les deux communications, dans le cadre de la solution mutuellement convenue qui avait été trouvée entre le Pakistan et les États-Unis, une nouvelle limitation avait été introduite (pour les produits de la catégorie 666 – P et 666 – S) pour une durée de près de neuf ans, et le plafond de base concernant les produits des catégories 360 et 361 avait été sensiblement relevé;
- ces actions avaient été notifiées à l'OSpT par les Membres concernés au titre de deux dispositions différentes de l'ATV;
- les deux communications n'avaient guère donné d'arguments, d'explications ou de justifications concernant ces actions, notamment à propos de leurs liens éventuels;
- le Pakistan et les États-Unis n'avaient pas apporté les éclaircissements demandés par l'OSpT.

L'OSpT s'est déclaré à nouveau gravement préoccupé par le peu d'empressement manifesté par les deux Membres à coopérer pleinement avec lui. Il a également rappelé que les dispositions de l'ATV concernant les délais de notification et la nécessité d'aider l'OSpT dans l'accomplissement de sa tâche devaient être pleinement respectées, sans exception, par tous les Membres et pour toutes les mesures prises en vertu de l'Accord.

50. Sur le plan des constatations, compte tenu en particulier du cadre général décrit au paragraphe 49 ci-dessus, l'OSpT tenait à appeler l'attention particulièrement sur les points suivants:

- les actions susmentionnées avaient manifestement été convenues à la suite de faits intervenus avant l'entrée en vigueur de l'ATV;
- toute solution mutuellement satisfaisante convenue entre les Membres au titre de l'ATV devait être compatible avec les dispositions pertinentes de l'Accord, ne pas annuler ni compromettre des avantages résultant pour tout Membre dudit accord, ni entraver la réalisation de l'un de ses objectifs;
- la mise en place de nouvelles restrictions au titre de l'article 2:17, seule disposition de l'ATV invoquée par le Pakistan, n'apparaissait pas justifiée;
- il semblait plus pertinent d'examiner ces mesures à la lumière de l'article 5 de l'ATV, disposition à laquelle s'étaient référés les États-Unis. Les États-Unis, toutefois, n'avaient pas donné d'autre précision à propos du paragraphe de l'article 5 qui s'appliquait;
- faute d'avoir reçu les explications et justifications appropriées, l'OSpT a examiné attentivement toutes les options possibles ainsi que tous les arguments et contre-arguments au regard de l'article 5. Même si, pour les raisons expliquées plus haut, il ne s'était pas trouvé en mesure d'adopter une position définitive à ce stade sur la conformité ou la non-conformité des mesures en question avec l'ATV, l'OSpT était d'avis que le Pakistan et les États-Unis devraient poursuivre leur réflexion sur la base de ses considérations détaillées, en particulier celles qui sont reproduites aux paragraphes 29 à 42, qui les aideraient dans cette tâche.

51. En conséquence, l'OSpT recommandait au Pakistan et aux États-Unis de réexaminer les mesures en question à la lumière de ses observations et considérations. En vue d'exercer une surveillance appropriée de la mise en œuvre de sa recommandation, il attendait des deux parties qu'elles lui rendent compte de l'issue de ce réexamen, de façon qu'il puisse se prononcer définitivement sur la justification des actions entreprises et sur leur conformité avec les dispositions pertinentes de l'ATV.

Règlement des questions concernant certaines modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis

52. L'OSpT a rappelé que, d'après les deux notifications, la solution mutuellement acceptable réglait également des questions concernant certaines modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis en ce qui concerne les importations vers ce pays de draps et de taies d'oreillers (produits des catégories 360, 361, 666 - S et 666 - P) en provenance du Pakistan. Il a rappelé qu'aucun des deux pays n'avait jamais auparavant porté devant l'OSpT aucune question touchant des modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis pour les produits susmentionnés. Par ailleurs, les communications du Pakistan et des États-Unis avaient été présentées au titre des articles 2:17 et 5, respectivement, mais les dispositions pertinentes de l'ATV abordant les questions liées aux modifications des pratiques, règles et procédures et du classement des produits textiles et des vêtements en catégories, notamment, figuraient à l'article 4. Tout en prenant note de cet aspect des communications, il a fait observer que l'OSpT était expressément tenu, en vertu de l'article 4:4 de l'ATV, d'examiner ces questions lorsqu'une solution mutuellement satisfaisante n'avait pas été trouvée entre les Membres concernés et que l'un quelconque de ces Membres décidait de porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8.

Communication au titre des articles 2:21 et 8:1 de l'ATV

53. L'OSpT a reçu de Hong Kong, Chine, de l'Inde et du Pakistan une communication datée du 17 juin 1998 dans laquelle ces pays lui demandaient conjointement "d'examiner, conformément aux articles 8:1 et 2:21 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, la mise en œuvre du programme d'intégration des États-Unis au titre de la deuxième étape en ce qui concerne le maintien des prescriptions en matière de visa pour les produits inclus dans ce programme". La communication indiquait notamment que ces prescriptions avaient été "notifiées à l'Organe de supervision des textiles comme dispositions administratives au titre de l'article 2:17 de l'Accord. [...] Les mesures imposées en vertu de l'ATV devraient cesser de s'appliquer aux produits lorsque ceux-ci sont intégrés. Si, au lieu de cela, certaines de ces mesures continuaient de s'appliquer, c'est donc que les produits n'ont pas été complètement intégrés dans le cadre du GATT de 1994". Le Comité américain de la mise en œuvre des accords sur les textiles ayant annoncé, dans un avis daté du 29 septembre 1997, que les États-Unis continueraient d'exiger l'obtention d'un visa pour les produits intégrés à compter du 1^{er} janvier 1998 inclus avant d'en autoriser l'entrée sur leur territoire, les Membres présentant la notification estimaient que "en maintenant les prescriptions en matière de visa pour des produits intégrés, les États-Unis d'Amérique ne remplissent pas les obligations qui leur incombent en vertu de l'article 2:8 a) de l'Accord sur les textiles et les vêtements. En conséquence, ces Membres demandent à l'OSpT d'examiner la question au regard des articles 8:1 et 2:21 de l'ATV et de faire les recommandations appropriées" (G/TMB/N/329).

54. L'OSpT a décidé d'examiner cette communication à la réunion qu'il avait initialement prévu de tenir du 6 au 8 juillet 1998. En conformité des dispositions de l'article 2:21 de l'ATV et des procédures de travail propres à l'OSpT, des représentants de Hong Kong, Chine, de l'Inde, du Pakistan et des États-Unis ont été invités à y participer.

55. Par la suite, les États-Unis avaient informé l'OSpT et les Membres intéressés, dans une lettre datée du 25 juin 1998, que le gouvernement des États-Unis "[étudiait] de très près les questions

soulevées par les représentants de Hong Kong, Chine, du Pakistan et de l'Inde dans la lettre citée en référence". Les États-Unis "ne ser[ai]ent pas en mesure de répondre à ces questions d'ici à la réunion de l'OSpT qui devait commencer le 6 juillet". Néanmoins, ils "se propos[ai]ent d'apporter une réponse définitive d'ici à la réunion suivante de l'OSpT, qui [...] [devait] avoir lieu pendant la semaine du 20 juillet" (G/TMB/N/330).

56. Dans une lettre datée du 26 juin 1998, Hong Kong, Chine, ayant pris note de la lettre des États-Unis évoquée au paragraphe 55 ci-dessus, a confirmé qu'une délégation de Hong Kong, Chine pourrait se rendre à la réunion prévue du 6 au 8 juillet 1998. À défaut, Hong Kong, Chine était "disposée à envisager de participer à l'examen de l'OSpT à une autre date, à condition que le délai assigné à l'OSpT en vertu de l'article 2:21 pour formuler des recommandations ou constatations soit respecté. Hong Kong, Chine note que la période de 30 jours prescrite à l'article 2:21 expirera le 17 juillet 1998" (G/TMB/N/331).

57. Il a alors été décidé, en consultation avec Hong Kong, Chine, l'Inde, le Pakistan et les États-Unis, que la réunion de l'OSpT prévue du 6 au 8 juillet 1998 serait reportée du 13 au 15 juillet, dans l'intention d'examiner les questions soulevées dans la communication évoquée au paragraphe 53. En conséquence, Hong Kong, Chine, l'Inde, le Pakistan et les États-Unis ont été invités à participer à cet examen.

58. Par la suite, Hong Kong, Chine a adressé aux États-Unis une lettre datée du 6 juillet 1998 (dont l'OSpT a reçu copie) (G/TMB/N/332).

59. Le 10 juillet 1998, les États-Unis ont informé l'OSpT que "[...] sans renoncer à leur droit de maintenir ce type de mesures, les États-Unis [...] supprimeraient les prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés pendant la deuxième étape, sans conditions et dès que possible, mais en tout état de cause le 31 décembre 1998 au plus tard" (G/TMB/N/333).

60. Par la suite, l'Inde et le Pakistan ont adressé aux États-Unis des lettres datées du 10 et du 13 juillet 1998, respectivement (dont l'OSpT a reçu copie) (G/TMB/N/334 et 335).

61. Alors que s'ouvrait l'examen de la communication à la réunion de l'OSpT, les représentants de Hong Kong, Chine, de l'Inde et du Pakistan ont communiqué à ce dernier la teneur d'une lettre conjointe adressée par leurs trois gouvernements à son Président, selon laquelle, tout en restant d'avis "que le maintien de prescriptions en matière de visa pour des produits intégrés n'est pas compatible avec les obligations résultant de l'article 2:8 a) de l'ATV", et "étant clairement entendu que les prescriptions en matière de visa maintenues par les États-Unis doivent être éliminées, sans conditions et dès que possible, mais en tout état de cause le 31 décembre 1998 au plus tard, nous convenons qu'il n'est pas nécessaire que l'OSpT poursuive l'examen au titre de l'article 2:21 de l'ATV sollicité dans notre précédente lettre, pour autant que les textes de la correspondance que vous avez reçue au sujet de cet examen, notamment, soient consignés dans les archives de l'OSpT. Cela ne préjuge pas du droit de l'un quelconque de ces Membres de présenter une nouvelle demande concernant un examen analogue, le cas échéant" (G/TMB/N/336).

62. Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT a pris note de la communication présentée par les États-Unis par lettre du 10 juillet 1998, selon laquelle, pour apporter une réponse définitive aux questions soulevées, les États-Unis, "sans renoncer à leur droit de maintenir ce type de mesures, [...] supprimeraient les prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés pendant la deuxième étape, sans conditions et dès que possible, mais en tout état de cause le 31 décembre 1998 au plus tard". Il était entendu par l'OSpT que la suppression de l'obligation de visa serait mise en œuvre sur une base NPF. L'OSpT a également pris note de la communication de Hong Kong, Chine, de l'Inde et du Pakistan selon laquelle ces pays convenaient, dans les conditions énoncées dans leur lettre évoquée

au paragraphe 61, qu'il n'était pas nécessaire que l'OSpT poursuive son examen au titre de l'article 2:21 de l'ATV.

63. L'OSpT est convenu de suivre cette question conformément aux dispositions de l'article 2:21 de l'ATV. L'OSpT s'attendait à être informé par les États-Unis lorsque les prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés pendant la deuxième étape seraient supprimées.
